

**GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2011 — 323

[C — 2011/29004]

15 DECEMBRE 2010. — Décret-programme portant diverses mesures relatives au sport en Communauté française, aux Fonds budgétaires figurant au Budget général des dépenses de la Communauté française, au Conseil de la transmission de la mémoire, à l'enseignement obligatoire et à l'enseignement de promotion sociale, aux Bâtiments scolaires, au financement des Institutions universitaires et des Hautes Ecoles, à la politique scientifique et universitaire, au transfert de l'enseignement supérieur de l'Architecture à l'Université et aux aides aux Institutions universitaires et à la négociation en Communauté française

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit:

TITRE I^{er}. — Dispositions relatives au sport en Communauté française

**CHAPITRE I^{er}. — Dispositions modifiant le décret du 8 décembre 2006
visant l'organisation et le subventionnement du sport en Communauté française**

Article 1^{er}. L'article 33 du décret du 8 décembre 2006 visant l'organisation et le subventionnement du sport en Communauté française est remplacé comme suit:

« Article 33. § 1^{er}. Une avance sur la subvention annuelle forfaitaire de fonctionnement visée à l'article 30 est versée aux bénéficiaires.

Cette avance s'élève à 80 % du montant mis en liquidation pour le même objet au même bénéficiaire, l'année précédente et est répartie comme suit :

1) Un montant maximum de 50 % peut être versé anticipativement dans le courant du dernier trimestre de l'année précédant l'exercice subventionné;

2) Le solde de cette avance est versé dans le courant du premier trimestre de l'exercice subventionné.

Le solde de la subvention est versé à la fin du premier semestre de l'exercice subventionné pour autant que le bénéficiaire ait justifié l'utilisation comptable des avances octroyées.

§ 2. Une avance sur la subvention complémentaire visée à l'article 31 est versée aux bénéficiaires. Cette avance s'élève à 80 % du montant mis en liquidation pour le même objet au même bénéficiaire, l'année précédente et est répartie comme suit :

1) Un montant maximum de 50 % peut être versé anticipativement dans le courant du dernier trimestre de l'année précédant l'exercice subventionné;

2) Le solde de cette avance est versé dans le courant du premier trimestre de l'exercice subventionné.

Le solde de la subvention est versé à la fin du premier semestre de l'exercice subventionné pour autant que le bénéficiaire ait justifié l'utilisation comptable des avances octroyées.

§ 3. Tout ou partie d'une subvention non justifiée sera récupérée sans délai et au plus tard au moment du versement de la prochaine avance ou subvention au bénéficiaire sur la base du présent décret ou de tout autre texte réglementaire. »

CHAPITRE II. — Disposition modifiant le décret du 30 juin 2006 relatif à l'insertion sociale des jeunes par le sport

Art. 2. Le décret du 30 juin 2006 relatif à l'insertion sociale des jeunes par le sport, instaurant un « chèque sport », est abrogé.

**CHAPITRE III. — Dispositions modifiant le décret du 3 juillet 2003
organisant des activités de psychomotricité dans l'enseignement maternel ordinaire**

Art. 3. L'alinéa 1^{er} de l'article 16 du décret du 3 juillet 2003 organisant des activités de psychomotricité dans l'enseignement maternel ordinaire, est complété comme suit :

« et pour l'achat de matériel sportif. Par matériel sportif, il y a lieu d'entendre le matériel directement destiné à la pratique d'une discipline sportive, d'un montant d'au moins cent vingt-cinq euros par demande. Sont notamment exclus du champ d'application du décret :

1° les équipements et accessoires qui, en raison de leur nature même, sont consommables ou d'une utilisation de courte durée;

2° les équipements personnels ou considérés comme tels, des pratiquants sportifs;

3° le matériel à finalité sécuritaire;

4° les frais de transport, de montage et de fixation du matériel;

5° le matériel d'évaluation et de suivi de l'entraînement. »

Art. 4. L'article 18 du même décret est modifié comme suit :

1° au point 1°, les mots « 75 % du prix réel du matériel plafonné à un montant fixé par le Gouvernement » sont remplacés comme suit « 90 % du prix réel du matériel plafonné à un montant de 2.500 euros »;

2° au point 2°, les mots « 60 % du prix réel du matériel plafonné à un montant fixé par le Gouvernement » sont remplacés comme suit « 75 % du prix réel du matériel plafonné à un montant de 2.500 euros ».

Art. 5. Un alinéa 3 est ajouté à l'article 19 du même décret, rédigé comme suit :

« Chaque établissement dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française visé à l'article 17 ne peut introduire qu'une demande de subvention pour l'achat de matériel sportif par an. Ce délai prend cours à partir de la réception du matériel subventionné. »

CHAPITRE IV. — *Dispositions modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 19 janvier 2001 fixant les conditions d'octroi des subventions pour l'achat de matériel sportif*

Art. 6. A l'article 6 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 19 janvier 2001 fixant les conditions d'octroi des subventions pour l'achat de matériel sportif, tel que modifié, le taux de « 50 % » est remplacé par le taux de « 75 % ».

TITRE II. — Dispositions relatives aux fonds budgétaires figurant au budget général des dépenses de la Communauté française

Art. 7. Les points 10, 14, 18, 24, 25, 32, 39, 40, 41, 46 à 52, 55 et 56 du tableau annexé au décret du 27 octobre 1997 contenant les fonds budgétaires figurant au budget général des dépenses de la Communauté française sont supprimés après régularisation budgétaire sur la base de leur situation au 1^{er} janvier 2011.

Art. 8. Le point 13 du tableau annexé au même décret est modifié selon le tableau repris à l'annexe 1^{re} du présent décret.

Annexe 1^{re}

Dénomination du Fonds

13 est modifié : Fonds d'exploitation du Centre culturel « Marcel Hicter » à la Marlagne et du Centre de Formation socio-culturelle de Rossignol.

Nature des Recettes affectées

Recettes provenant de la location des locaux, de l'hébergement des stagiaires participant à des formations, colloques et/ou séminaires.

Objet des dépenses autorisées

Frais de fonctionnement et d'investissement des deux centres.

Art. 9. Un point 62 est ajouté au tableau annexé au décret du 27 octobre 1997 concernant les fonds budgétaires figurant au budget général des dépenses, selon le tableau repris à l'annexe 2 du présent décret.

Annexe 2

Dénomination du Fonds

62 : Fonds destiné aux activités du Point Contact Culture Europe.

Nature des Recettes affectées

Subsides en provenance de l'Union européenne.

Objet des dépenses autorisées

Dépenses relatives aux activités du Point de Contact Culture Europe.

TITRE III. — Dispositions relatives au Conseil de la transmission de la mémoire

CHAPITRE I^{er}. — *Disposition modifiant le décret du 13 mars 2009 relatif à la transmission de la mémoire des crimes de génocide, des crimes contre l'humanité, des crimes de guerre et des faits de résistance ou des mouvements ayant résisté aux régimes qui ont suscité ces crimes*

Art. 10. L'article 5, § 8, du décret du 13 mars 2009 relatif à la transmission de la mémoire des crimes de génocide, des crimes contre l'humanité, des crimes de guerre et des faits de résistance ou des mouvements ayant résisté aux régimes qui ont suscité ces crimes, est remplacé par le paragraphe suivant :

« § 8. Le Gouvernement fixe, dans la limite des crédits disponibles, un montant plafonné des frais de déplacements et des jetons de présence alloués aux membres du Conseil et aux personnes visées au § 7. »

TITRE IV. — Dispositions relatives à l'enseignement obligatoire et à l'enseignement de promotion sociale

CHAPITRE I^{er}. — *Dispositions relatives aux internats*

Art. 11. Dans l'article 32, § 2, de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement, il est ajouté un alinéa rédigé comme suit :

« A partir de l'année scolaire 2010-2011, le montant des subventions de fonctionnement des internats est fixé en fonction du montant accordé pour l'année scolaire précédente et indexé selon le rapport de l'indice général des prix à la consommation entre le 1^{er} janvier de l'exercice budgétaire concerné et le 1^{er} janvier de l'exercice budgétaire précédent. »

Art. 12. Dans l'article 6, § 1^{er}, de l'arrêté royal n° 456 du 10 septembre 1986 portant rationalisation et programmation des internats de l'enseignement organisé ou subventionné par l'Etat, tel que modifié, l'année « 2011 » est remplacée par l'année « 2012 ».

CHAPITRE II. — *Dispositions relatives aux centres psycho-médico-sociaux*

Art. 13. L'article 52 de l'arrêté royal du 13 août 1962 organique des centres psycho-médico-sociaux est complété par l'alinéa suivant :

« A partir de l'année scolaire 2010-2011, le montant des subventions de fonctionnement est fixé en fonction du montant accordé pour l'année scolaire précédente et indexé selon le rapport de l'indice général des prix à la consommation entre le 1^{er} janvier de l'exercice budgétaire concerné et le 1^{er} janvier de l'exercice budgétaire précédent. »

Art. 14. A partir de l'année scolaire 2010-2011, les dotations de fonctionnement des centres psycho-médico-sociaux organisés par la Communauté française sont augmentées, année scolaire par année scolaire, sur la même base que l'augmentation des subventions visées à l'article 52 de l'arrêté royal du 13 août 1962 organique des centres psycho-médico-sociaux.

CHAPITRE III. — *Dispositions relatives à l'enseignement technique et professionnel*

Art. 15. L'article 4, § 1^{er}, alinéa 2, 1^o du Décret du 26 avril 2007 garantissant l'équipement pédagogique de l'enseignement qualifiant, est remplacé par la disposition suivante :

« 1^o) 9.618.000 euros pour 2011 ».

CHAPITRE IV. — *Disposition modifiant le décret du 17 juillet 2003 relatif à une intervention dans les frais de transport en commun public et/ou dans l'utilisation de la bicyclette des membres du personnel*

Art. 16. Dans l'article 12 du décret du 17 juillet 2003 relatif à une intervention dans les frais de transport en commun public et/ou dans l'utilisation de la bicyclette des membres du personnel, le paragraphe 3 est complété par la phrase suivante :

« En cas de dépassement du pourcentage prévu par le paragraphe 4, les charges financières résultant des remboursements aux chefs d'établissements et aux pouvoirs organisateurs visés au § 1^{er} sont imputées, en fonction des moyens disponibles, sur le total mutualisé du solde visé au § 1^{er}, alinéa 1^{er}, et de l'ensemble des subventions ou dotations de fonctionnement déterminées conformément au § 2 ».

CHAPITRE V. — *Dispositions relatives à l'encadrement différencié*

Section 1^{re}. — Disposition modifiant la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement

Art. 17. § 1^{er} Dans l'article 3, § 3, alinéa 7, de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement, tel que modifié, les 8^o, 9^o, 10^o et 11^o sont remplacés par ce qui suit :

« 8^o en 2010 de :

a) 0,4557 % pour les écoles autres que fondamentales, à l'exception des implantations des classes numérotées 1 à 3a conformément à l'article 4, alinéa 5, du décret du 30 avril 2009 organisant un encadrement différencié au sein des établissements scolaires de la Communauté française afin d'assurer à chaque élève des chances égales d'émancipation sociale dans un environnement pédagogique de qualité qui bénéficieront de 1,4557 % d'augmentation;

b) 7,8157 % pour les écoles fondamentales, à l'exception des implantations en discriminations positives qui bénéficieront de 8,9457 % d'augmentation.

9^o en 2011 de 0 % pour toutes les écoles concernées et implantations concernées par le présent article.

10^o en 2012 de :

a) 2,0130 % pour les écoles autres que fondamentales, à l'exception des implantations :

- des classes numérotées 1 à 3a conformément à l'article 4, alinéa 5, du décret du 30 avril 2009 précité qui bénéficieront de 1,9993 % d'augmentation;
- de la classe numérotée 13 conformément à l'article 4, alinéa 5, du décret du 30 avril 2009 précité qui bénéficieront de 1,5010 % d'augmentation;
- de la classe numérotée 14 conformément à l'article 4, alinéa 5 du décret du 30 avril 2009 précité qui bénéficieront de 1,2816 % d'augmentation;
- de la classe numérotée 15 conformément à l'article 4, alinéa 5 du décret du 30 avril 2009 précité qui bénéficieront de 1,0621 % d'augmentation;
- de la classe numérotée 16 conformément à l'article 4, alinéa 5 du décret du 30 avril 2009 précité qui bénéficieront de 0,8427 % d'augmentation;
- de la classe numérotée 17 conformément à l'article 4, alinéa 5 du décret du 30 avril 2009 précité qui bénéficieront de 0,6233 % d'augmentation;
- de la classe numérotée 18 conformément à l'article 4, alinéa 5 du décret du 30 avril 2009 précité qui bénéficieront de 0,4039 % d'augmentation;
- de la classe numérotée 19 conformément à l'article 4, alinéa 5 du décret du 30 avril 2009 précité qui bénéficieront de 0,1844 % d'augmentation;
- de la classe numérotée 20 conformément à l'article 4, alinéa 5 du décret du 30 avril 2009 précité qui subiront une réduction de 0,035 %;

b) 1,8756 % pour les écoles fondamentales, à l'exception des implantations :

- des classes numérotées 1 à 3a conformément à l'article 4, alinéa 5, du décret du 30 avril 2009 précité qui bénéficieront de 1,8561 % d'augmentation;
- de la classe numérotée 13 conformément à l'article 4, alinéa 5, du décret du 30 avril 2009 précité qui bénéficieront de 1,3636 % d'augmentation;
- de la classe numérotée 14 conformément à l'article 4, alinéa 5 du décret du 30 avril 2009 précité qui bénéficieront de 1,1442 % d'augmentation;
- de la classe numérotée 15 conformément à l'article 4, alinéa 5 du décret du 30 avril 2009 précité qui bénéficieront de 0,9247 % d'augmentation;
- de la classe numérotée 16 conformément à l'article 4, alinéa 5 du décret du 30 avril 2009 précité qui bénéficieront de 0,7053 % d'augmentation;
- de la classe numérotée 17 conformément à l'article 4, alinéa 5 du décret du 30 avril 2009 précité qui bénéficieront de 0,4859 % d'augmentation;
- de la classe numérotée 18 conformément à l'article 4, alinéa 5 du décret du 30 avril 2009 précité qui bénéficieront de 0,2665 % d'augmentation;
- de la classe numérotée 19 conformément à l'article 4, alinéa 5 du décret du 30 avril 2009 précité qui bénéficieront de 0,0470 % d'augmentation;
- de la classe numérotée 20 conformément à l'article 4, alinéa 5 du décret du 30 avril 2009 précité qui subiront une réduction de 0,1724 %;

11° en 2013 de :

a) 1,9733 % pour les écoles autres que fondamentales, à l'exception des implantations :

- des classes numérotées 1 à 3a conformément à l'article 4, alinéa 5, du décret du 30 avril 2009 précité qui bénéficieront de 1,9480 % d'augmentation;
- de la classe numérotée 13 conformément à l'article 4, alinéa 5, du décret du 30 avril 2009 précité qui bénéficieront de 1,9833 % d'augmentation;
- de la classe numérotée 14 conformément à l'article 4, alinéa 5 du décret du 30 avril 2009 précité qui bénéficieront de 1,9876 % d'augmentation;
- de la classe numérotée 15 conformément à l'article 4, alinéa 5 du décret du 30 avril 2009 précité qui bénéficieront de 1,9919 % d'augmentation;
- de la classe numérotée 16 conformément à l'article 4, alinéa 5 du décret du 30 avril 2009 précité qui bénéficieront de 1,9962 % d'augmentation;
- de la classe numérotée 17 conformément à l'article 4, alinéa 5 du décret du 30 avril 2009 précité qui bénéficieront de 2,0006 % d'augmentation;
- de la classe numérotée 18 conformément à l'article 4, alinéa 5 du décret du 30 avril 2009 précité qui bénéficieront de 2,0049 % d'augmentation;
- de la classe numérotée 19 conformément à l'article 4, alinéa 5 du décret du 30 avril 2009 précité qui bénéficieront de 2,0093 % d'augmentation;
- de la classe numérotée 20 conformément à l'article 4, alinéa 5 du décret du 30 avril 2009 précité qui bénéficieront de 2,0137 % d'augmentation;

b) 1,8410 % pour les écoles fondamentales, à l'exception des implantations :

- des classes numérotées 1 à 3a conformément à l'article 4, alinéa 5, du décret du 30 avril 2009 précité qui bénéficieront de 1,8223 % d'augmentation;
- de la classe numérotée 13 conformément à l'article 4, alinéa 5, du décret du 30 avril 2009 précité qui bénéficieront de 1,8503 % d'augmentation;
- de la classe numérotée 14 conformément à l'article 4, alinéa 5 du décret du 30 avril 2009 précité qui bénéficieront de 1,8543 % d'augmentation;
- de la classe numérotée 15 conformément à l'article 4, alinéa 5 du décret du 30 avril 2009 précité qui bénéficieront de 1,8583 % d'augmentation;
- de la classe numérotée 16 conformément à l'article 4, alinéa 5 du décret du 30 avril 2009 précité qui bénéficieront de 1,8624 % d'augmentation;
- de la classe numérotée 17 conformément à l'article 4, alinéa 5 du décret du 30 avril 2009 précité qui bénéficieront de 1,8665 % d'augmentation;
- de la classe numérotée 18 conformément à l'article 4, alinéa 5 du décret du 30 avril 2009 précité qui bénéficieront de 1,8705 % d'augmentation;
- de la classe numérotée 19 conformément à l'article 4, alinéa 5 du décret du 30 avril 2009 précité qui bénéficieront de 1,8746 % d'augmentation;
- de la classe numérotée 20 conformément à l'article 4, alinéa 5 du décret du 30 avril 2009 précité qui bénéficieront de 1,8788 % d'augmentation. ».

§ 2. L'article 3, § 3, alinéa 8, tel qu'introduit par le décret du 30 avril 2009 organisant l'encadrement différencié au sein des établissements scolaires de la Communauté française afin d'assurer à chaque élève des chances égales d'émancipation sociale dans un environnement pédagogique de qualité, est supprimé.

Section 2. — Disposition modifiant le décret du 29 juillet 1992 portant organisation de l'enseignement secondaire de plein exercice

Art. 18. Dans le décret du 29 juillet 1992 portant organisation de l'enseignement secondaire de plein exercice, il est inséré un article 15bis rédigé comme suit :

« Art 15bis. A partir de l'année scolaire 2011-2012, le nombre total de périodes-professeurs, calculé en application des articles 7 à 15, que peuvent utiliser les implantations scolaires appartenant aux classes numérotées de 13 à 20 conformément à l'article 4, alinéa 5, du décret du 30 avril 2009 organisant un encadrement différencié au sein des établissements scolaires de la Communauté française afin d'assurer à chaque élève des chances égales d'émancipation sociale dans un environnement pédagogique de qualité, est affecté d'un coefficient réducteur.

Ce coefficient réducteur est de :

- 99,8267 % pour la classe 13;
- 99,6533 % pour la classe 14;
- 99,4800 % pour la classe 15;
- 99,3067 % pour la classe 16;
- 99,1333 % pour la classe 17;
- 98,9600 % pour la classe 18;
- 98,7867 % pour la classe 19;
- 98,6133 % pour la classe 20. »

Section 3. — Disposition modifiant le décret du 13 juillet 1998 portant organisation de l'enseignement maternel et primaire ordinaire et modifiant la réglementation de l'enseignement

Art. 19. Dans le décret du 13 juillet 1998 portant organisation de l'enseignement maternel et primaire ordinaire et modifiant la réglementation de l'enseignement, il est inséré un article 29bis rédigé comme suit :

« Article 29bis. A partir de l'année scolaire 2011-2012, le nombre de périodes calculé en application du tableau de l'article 29, § 1^{er}, que peuvent utiliser les implantations à comptage séparé appartenant aux classes numérotées de 13 à 20 conformément à l'article 4, alinéa 5, du décret du 30 avril 2009 organisant un encadrement différencié au sein des

établissements scolaires de la Communauté française afin d'assurer à chaque élève des chances égales d'émancipation sociale dans un environnement pédagogique de qualité, est affecté d'un coefficient réducteur.

Ce coefficient réducteur est de :

- 99,8267 % pour la classe 13;
- 99,6533 % pour la classe 14;
- 99,4800 % pour la classe 15;
- 99,3067 % pour la classe 16;
- 99,1333 % pour la classe 17;
- 98,9600 % pour la classe 18;
- 98,7867 % pour la classe 19;
- 98,6133 % pour la classe 20. »

Section 4. — Dispositions modifiant le décret du 30 avril 2009 organisant un encadrement différencié au sein des établissements scolaires de la Communauté française afin d'assurer à chaque élève des chances égales d'émancipation sociale dans un environnement pédagogique de qualité

Art. 20. § 1^{er}. Dans l'article 6, § 2, du décret du 30 avril 2009 organisant un encadrement différencié au sein des établissements scolaires de la Communauté française afin d'assurer à chaque élève des chances égales d'émancipation sociale dans un environnement pédagogique de qualité les modifications suivantes sont apportées :

- 1) dans l'alinéa 1^{er}, le chiffre « 18.381 » est remplacé par le chiffre « 17.943 »;
- 2) l'alinéa 3, tel qu'introduit par le décret du 8 juillet 2010 modifiant le décret du 30 avril 2009 organisant un encadrement différencié au sein des établissements scolaires de la Communauté française afin d'assurer à chaque élève des chances égales d'émancipation sociale dans un environnement pédagogique de qualité, est supprimé;
- 3) dans l'alinéa 5, devenu alinéa 4, les mots « à l'alinéa 4 » sont remplacés par « à l'alinéa 3 »;
- 4) dans l'alinéa 6, devenu alinéa 5, les mots « à l'alinéa 5 » sont remplacés par « à l'alinéa 4 »;
- 5) l'alinéa 7, devenu alinéa 6, est remplacé par :

« Le coefficient de classe visé à l'alinéa précédent est fonction de la classe à laquelle appartient en tout ou en partie l'implantation conformément à l'article 4, alinéas 4 à 8. Il équivaut à :

- 1° 1,50 pour les implantations relevant de la classe 1.
- 2° 1,1043 pour les implantations relevant de la classe 2.
- 3° 1,0794 pour les implantations relevant de la classe 3a
- 4° 0,6675 pour les implantations relevant de la classe 3b
- 5° 0,5006 pour les implantations relevant de la classe 4.
- 6° 0,3337 pour les implantations relevant de la classe 5. »

6) l'alinéa 8, devenu alinéa 7, est supprimé;

7) dans l'alinéa 9, devenu alinéa 7, les modifications suivantes sont apportées :

les mots « par dérogation aux alinéas précédents » sont remplacés par les mots « par dérogation à l'alinéa précédent »;

les mots « à l'alinéa 6 » sont remplacés par les mots « à l'alinéa 5 ».

§ 2. Dans l'article 6, § 3, les modifications suivantes sont apportées :

- 1) l'alinéa 3, tel qu'introduit par le décret du 8 juillet 2010 précité, est supprimé;
- 2) dans l'alinéa 5, devenu alinéa 4, les mots « à l'alinéa 4 » sont remplacés par les mots « à l'alinéa 3 »;
- 3) dans l'alinéa 6, devenu alinéa 5, les mots « à l'alinéa 5 » sont remplacés par « à l'alinéa 4 »;
- 4) l'alinéa 7, devenu alinéa 6, est remplacé par :

« Le coefficient de classe visé à l'alinéa précédent équivaut à :

- 1° 1,5 pour les implantations relevant de la classe 1;
- 2° 1,3822 pour les implantations relevant de la classe 2;
- 3° 1,3822 pour les implantations relevant de la classe 3a;
- 4° 0,8153 pour les implantations relevant de la classe 3b;
- 5° 0,6115 pour les implantations relevant de la classe 4;
- 6° 0,4077 pour les implantations relevant de la classe 5. »

Art. 21. § 1^{er}. Dans l'article 7, § 2, du même décret, sont apportées les modifications suivantes :

- 1) dans l'alinéa 1^{er}, « 14.058 » est remplacé par « 13.684 »;
- 2) l'alinéa 3, tel qu'introduit par le décret du 8 juillet 2010, précité est supprimé;
- 3) dans l'alinéa 5, devenu alinéa 4, les mots « à l'alinéa 4 » sont remplacés par « à l'alinéa 3 »;
- 4) dans l'alinéa 6, devenu alinéa 5, les mots « à l'alinéa 5 » sont remplacés par « à l'alinéa 4 »;
- 5) l'alinéa 7, devenu alinéa 6, est remplacé par :

« Le coefficient de classe visé à l'alinéa précédent est fonction de la classe à laquelle appartient en tout ou en partie l'implantation conformément à l'article 4, alinéas 4 à 8. Il équivaut à :

- 1° 1,50 pour les implantations relevant de la classe 1.
- 2° 1,1101 pour les implantations relevant de la classe 2.
- 3° 0,9296 pour les implantations relevant de la classe 3a

4° 0,6849 pour les implantations relevant de la classe 3b

5° 0,5137 pour les implantations relevant de la classe 4.

6° 0,3425 pour les implantations relevant de la classe 5. »

6) l'alinéa 8, devenu alinéa 7, est supprimé;

7) dans l'alinéa 9, devenu alinéa 7, les modifications suivantes sont apportées :

les mots « par dérogation aux alinéas précédents » sont remplacés par les mots « par dérogation à l'alinéa précédent »

les mots « à l'alinéa 6 » sont remplacés par les mots « à l'alinéa 5 ».

§ 2. Dans l'article 7, § 3, les modifications suivantes sont apportées :

1) l'alinéa 3, tel qu'introduit par le décret du 8 juillet 2010 précité, est supprimé;

2) dans l'alinéa 5, devenu alinéa 4, les mots « à l'alinéa 4 » sont remplacés par les mots « à l'alinéa 3 »;

3) dans l'alinéa 6, devenu alinéa 5, les mots « à l'alinéa 5 » sont remplacés par « à l'alinéa 4 »;

4) l'alinéa 7, devenu alinéa 6, est remplacé par :

« Le coefficient de classe visé à l'alinéa précédent équivaut à :

1° 1,5 pour les implantations relevant de la classe 1;

2° 1,25 pour les implantations relevant de la classe 2;

3° 1,0583 pour les implantations relevant de la classe 3a;

4° 0,9736 pour les implantations relevant de la classe 3b;

5° 0,7302 pour les implantations relevant de la classe 4;

6° 0,4868 pour les implantations relevant de la classe 5. »

TITRE V. — Dispositions relatives aux bâtiments scolaires

CHAPITRE I^{er}. — Disposition modifiant le décret du 5 février 1990

relatif aux bâtiments scolaires de l'enseignement non universitaire organisé ou subventionné par la Communauté française

Art. 22. § 1^{er}. Les dispositions contenues dans les §§ suivants se réfèrent au décret du 5 février 1990 relatif aux bâtiments scolaires de l'enseignement non universitaire organisé ou subventionné par la Communauté française.

§ 2. L'article 5, § 4, 1^o, d) du décret visé au paragraphe 1^{er} est complété par les mots « ou dans le cadre de marchés de promotion de travaux. »

§ 3. L'article 6*bis*, § 3, du même décret est remplacé par :

« Nonobstant la majoration prévue aux § 1^{er} et 2, la dotation prévue par l'article 5, § 2, 3) est majorée de 4.000.000 euros de 2011 à 2037. »

Un § 4 est ajouté, rédigé comme suit :

« Nonobstant les majorations prévues aux §§ 1^{er}, 2 et 3, la dotation prévue par l'article 5, § 2, 3) est majorée de 2.785.000 euros de 2012 à 2038. »

§ 4. A l'article 7, § 4, du même décret, l'alinéa 3 est supprimé.

A l'article 7, § 6, du même décret, le 3^o est remplacé par :

« conclure, conformément à un accord de coopération avec la Région wallonne, des conventions avec le Centre régional d'Aide aux communes et les autres parties intéressées à ces conventions, afin notamment de contribuer au financement des actes et travaux visés à l'article 7, § 4, alinéa 1^{er}. »

§ 5. A l'article 8*bis*, § 2 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

— au premier alinéa, « 2.204.000 » est remplacé par « 2.656.000 »;

— le second alinéa est supprimé.

L'article 8*bis*, § 3 est remplacé par la disposition suivante :

« Nonobstant les majorations prévues aux §§ 1 et 2, la dotation prévue par l'article 7, § 2, 3^o est également majorée de 1.585.000 euros de 2012 à 2031. »

§ 6. A l'article 9, § 2, du même décret, les 4^o, 5^o et 6^o sont supprimés.

A l'article 9, § 4, le 3^o est supprimé.

§ 7. L'article 12 du même décret devient l'article 12, § 1^{er}.

Un § 2 et un § 3 rédigés comme suit sont ajoutés :

« § 2. Nonobstant la majoration prévue par le § 1^{er}, le montant prévu pour le réseau libre par l'article 9, § 7 est majoré de

— 80.883.019 euros en 2011;

— 80.883.019 euros en 2013;

— 80.883.019 euros en 2015;

§ 3. Nonobstant la majoration prévue par les §§ 1^{er} et 2, le montant prévu pour le réseau libre par l'article 9, § 7 est majoré de 46.062.000 euros en 2012. »

§ 8. L'article 13 du même décret devient l'article 13, § 1^{er}.

Un § 2 est ajouté, rédigé comme suit :

« Nonobstant la majoration prévue par le § 1^{er}, le montant prévu pour le réseau officiel par l'article 9, § 7 est majoré en 2011 de 80.000.000 euros. »

Un § 3 est ajouté, rédigé comme suit :

« Nonobstant la majoration prévue par le § 1^{er}, le montant prévu pour le réseau officiel par l'article 9, § 7 est majoré en 2012 de 13.441.000 euros. »

CHAPITRE II. — *Disposition modifiant le décret du 16 novembre 2007 relatif au programme prioritaire de travaux en faveur des bâtiments scolaires de l'enseignement fondamental ordinaire et spécialisé, de l'enseignement secondaire ordinaire, spécialisé et de promotion sociale, de l'enseignement artistique à horaire réduit, des centres psycho-médico-sociaux ainsi que des internats de l'enseignement fondamental et secondaire, ordinaire et spécialisé, organisés ou subventionnés par la Communauté française*

Art. 23. § 1^{er}. A l'article 7 du décret du 16 novembre 2007 relatif au programme prioritaire de travaux en faveur des bâtiments scolaires de l'enseignement fondamental ordinaire et spécialisé, de l'enseignement secondaire ordinaire, spécialisé et de promotion sociale, de l'enseignement artistique à horaire réduit, des centres psycho-médico-sociaux ainsi que des internats de l'enseignement fondamental et secondaire, ordinaire et spécialisé, organisés ou subventionnés par la Communauté française, tel que modifié par le décret du 14 novembre 2008 relatif au programme de financement exceptionnel de projets de rénovation, construction, reconstruction ou extension de bâtiments scolaires via des partenariats public/privé (PPP) et par le décret du 17 décembre 2009 sont insérés entre les alinéas 1^{er} et 2 actuels, deux nouveaux alinéas libellés comme suit :

« Aux crédits répartis selon l'alinéa précédent, s'ajoutent pour le réseau libre :

- 918.600 € de 2011 à 2012;
- 1.837.200 € de 2013 à 2014;
- 2.755.800 € de 2015 à 2037;
- 1.837.200 € de 2038 à 2039;
- 918.600 € de 2040 à 2041.

Les crédits supplémentaires visés à l'alinéa précédent sont répartis entre les écoles de l'enseignement libre subventionné de caractère confessionnel et les écoles de l'enseignement libre subventionné de caractère non confessionnel au prorata des populations scolaires inscrites au quinze janvier de l'année en cours dans les établissements repris à l'article 1^{er}, à l'exception de la population de l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit et de l'enseignement secondaire de promotion sociale. »

§ 2. L'article 7bis du décret du même décret, inséré par le décret du 14 novembre 2008 relatif au programme de financement exceptionnel de projets de rénovation, construction, reconstruction ou extension de bâtiments scolaires via des partenariats public/privé (PPP), est supprimé.

TITRE VI. — Dispositions relatives au financement des institutions universitaires et des Hautes écoles

CHAPITRE I^{er}. — *Disposition modifiant la loi du 27 juillet 1971 sur le financement et le contrôle des institutions universitaires*

Art. 24. Dans l'article 29 de la loi du 27 juillet 1971 sur le financement et le contrôle des institutions universitaires, tel que remplacé par le décret du 31 mars 2004 et modifié par les décrets des 21 décembre 2004, 16 décembre 2005, 20 juillet 2006, 15 décembre 2006, 11 janvier 2008, 28 novembre 2008, 19 février 2009 et 17 décembre 2009, les modifications suivantes sont apportées :

- 1° dans le § 1^{er}, alinéa 1^{er}, les mots « 106.630.867 euros » sont remplacés par les mots « 107.153.489 euros »;
- 2° dans le § 2, les mots « 321.749.191 euros » sont remplacés par les mots « 323.326.158 euros »;
- 3° dans le § 3, les mots « 5.291.267 euros » sont remplacés par les mots « 5.412.035 euros »;
- 4° dans le § 3bis, alinéa 1^{er}, les mots « 213.345 euros » sont remplacés par les mots « 218.214 euros ».

Art. 25. Dans l'article 32bis de la même loi, tel qu'inséré par la loi du 5 janvier 1976, modifié par le décret du 14 juillet 1997, abrogé par le décret du 1^{er} octobre 1998, rétabli par le décret du 31 mars 2004 et modifié par les décrets des 16 décembre 2005, 20 juillet 2006, 15 décembre 2006, 25 mai 2007, 11 janvier 2008 et 19 février 2009, les mots « 8.379.827 euros » sont remplacés par les mots « 8.420.898 euros ».

Art. 26. Dans l'article 35ter, alinéa 1^{er}, de la même loi, tel qu'inséré par le décret du 30 avril 2009, les modifications suivantes sont apportées :

- 1° au point 2°, les mots « 2.988.351 euros » sont remplacés par les mots « 3.018.235 euros »;
- 2° au point 3°, les mots « 2.453.020 euros » sont remplacés par les mots « 2.477.551 euros ».

Art. 27. Dans l'article 35quater, alinéa 1^{er}, de la même loi, tel qu'inséré par le décret du 30 avril 2009, les modifications suivantes sont apportées :

- 1° au point 2°, les mots « 2.328.456 euros » sont remplacés par les mots « 2.351.741 euros »;
- 2° au point 3°, les mots « 2.998.975 euros » sont remplacés par les mots « 3.028.965 euros ».

Art. 28. Dans l'article 35quinquies, alinéa 1^{er}, 2°, de la même loi, tel qu'inséré par le décret du 30 avril 2009, les mots « 2.243.066 euros » sont remplacés par les mots « 2.265.497 euros ».

Art. 29. Dans l'article 35sexies, alinéa 1^{er}, de la même loi, tel qu'inséré par le décret du 30 avril 2009, les modifications suivantes sont apportées :

- 1° au point 2°, les mots « 2.573.482 euros » sont remplacés par les mots « 2.599.217 euros »;
- 2° au point 3°, les mots « 2.378.446 euros » sont remplacés par les mots « 2.402.231 euros ».

CHAPITRE II. — *Disposition modifiant le décret du 9 septembre 1996 relatif au financement des Hautes Ecoles organisées ou subventionnées par la Communauté française*

Art. 30. Dans l'article 10, alinéa 1^{er}, du décret du 9 septembre 1996 relatif au financement des Hautes Ecoles organisées ou subventionnées par la Communauté française, tel que modifié, les mots « 280.353.000 euros » sont remplacés par les mots « 282.493.063 euros ».

TITRE VII. — Dispositions relatives à la politique scientifique et universitaire

CHAPITRE I^{er}. — *Disposition modifiant le décret du 9 janvier 2003 relatif aux organes d'avis en matière de politique scientifique et universitaire et à la concertation entre les différents organes consultatifs de l'enseignement supérieur*

Art. 31. Dans l'article 21 du décret du 9 janvier 2003 relatif aux organes d'avis en matière de politique scientifique et universitaire et à la concertation entre les différents organes consultatifs de l'enseignement supérieur, l'alinéa 1^{er} est complété comme suit :

« Ceux-ci sont liquidés en deux tranches. La première tranche, soit 90 %, est liquidée au plus tard avant la fin du premier trimestre de l'année. Le solde est liquidé sans délai après la transmission des comptes de l'année antérieure au Ministre de l'Enseignement supérieur et approbation de ceux-ci par le Gouvernement ».

TITRE VIII. — Dispositions relatives au transfert de l'enseignement supérieur de l'architecture à l'université

CHAPITRE I^{er}. — *Disposition modifiant le décret 30 avril 2009 organisant le transfert de l'enseignement supérieur de l'architecture à l'université*

Art. 32. Dans le décret 30 avril 2009 organisant le transfert de l'enseignement supérieur de l'architecture à l'université, il est inséré un article 80bis rédigé comme suit :

« A la demande d'une université visée par le présent décret, la Communauté française peut continuer à effectuer directement le paiement des traitements ou des subventions-traitements des membres des personnels des Instituts supérieurs d'architecture transférés aux universités en vertu du présent décret, dont le paiement était pris directement en charge par la Communauté française jusqu'à la date du 30 juin 2010, le temps nécessaire à ce que la législation fédérale en matière de pension soit adaptée en vue de permettre aux universités de prendre en charge directement ce paiement sans que cela impacte négativement les pensions des membres des personnels concernés en raison du passage d'un lien de travail statutaire vers un lien de travail contractuel. »

TITRE IX. — Dispositions relatives aux aides aux institutions universitaires

Art. 33. § 1^{er}. Un montant de 3.200.000 EUR est destiné à fournir une aide exceptionnelle aux institutions universitaires organisant le premier cycle en médecine et dentisterie. Ce montant est réparti entre les institutions universitaires en fonction de l'accroissement du nombre d'étudiants inscrits en 1^{ère} année d'études entre l'année académique 2009-2010 et l'année académique 2010-2011.

§ 2. Un montant de 300.000 EUR est destiné à la faculté de médecine vétérinaire de l'Université de Liège en soutien à la mise en conformité du deuxième cycle d'études de médecine vétérinaire aux normes d'agrément international.

TITRE X. — Dispositions modifiant le décret du 19 mai 2004 relatif à la négociation en Communauté française

Art. 34. L'article 2 du décret du 19 mai 2004 relatif à la négociation en Communauté française est remplacé par la disposition suivante :

« Article 2. - § 1^{er}. Tous les deux ans, le Gouvernement réunit afin de mener des négociations sur une programmation sociale sectorielle le Comité de Secteur XVII, visé à l'annexe I^{re} de l'arrêté royal du 28 septembre 1984 portant exécution de la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités.

A l'issue des débats menés dans le cadre du présent §, et au plus tard trois mois après la première réunion, le Gouvernement procède à la clôture des négociations visées au présent §.

§ 2 Tous les deux ans, le Gouvernement réunit conjointement, afin de mener des négociations sur une programmation sociale intersectorielle :

1° le Comité des Services publics locaux et provinciaux - Section 2 (sous-section Communauté française) visé à l'article 17, § 2^{ter}, de l'arrêté royal du 28 septembre 1984 portant exécution de la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités;

2° le Comité de Secteur IX visé à l'annexe I^{re} de l'arrêté royal du 28 septembre 1984 portant exécution de la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités;

3° le Comité de négociation et de concertation pour les statuts des personnels de l'enseignement libre subventionné visé au chapitre II du présent décret;

4° le Comité de négociation visé à l'article 3 du décret du 20 juillet 2006 relatif à la concertation des organes de représentation et de coordination des Pouvoirs organisateurs de l'enseignement et des Centres PMS subventionnés et les pouvoirs organisateurs des Institutions d'enseignement supérieur hors Universités.

Aucune question relative à une programmation sociale sectorielle n'est inscrite à l'ordre du jour de l'un des comités visés à l'alinéa 1^{er} pendant un délai de quatre mois à partir du moment où la négociation relative à une programmation intersectorielle a été inscrite pour la première fois à l'ordre du jour d'une réunion conjointe des comités visés à l'alinéa 1^{er}.

Si, pour une période d'en principe deux ans, un accord n'est pas conclu sur une programmation intersectorielle conformément à l'alinéa 1^{er}, et que par la suite des programmations sectorielles sont conclues au sein de l'un ou des comité(s) visés à l'alinéa 1^{er}, des négociations sont menées en réunion conjointe sur une éventuelle programmation intersectorielle supplétive pour cette période.

Dans le cadre du présent §, le Gouvernement organise une première réunion plénière ayant pour objet la fixation, sur proposition des Comités visés à l'article 2, § 2, 1^o à 3^o, des thèmes qui seront examinés dans le cadre de la programmation sociale intersectorielle.

Le Gouvernement réunit ensuite parallèlement pour l'examen de ces thèmes les comités visés respectivement à l'alinéa 1^{er} points 1^o à 3^o et à l'alinéa 1^{er} point 4^o. Le cas échéant, moyennant l'accord de toutes les parties, le Gouvernement peut, sur des thèmes définis, réunir conjointement ces derniers.

A l'issue des débats menés dans le cadre de l'alinéa qui précède, et au plus tard trois mois après la réunion visée à l'alinéa 4, le Gouvernement réunit conjointement l'ensemble des comités visés à l'alinéa 1^{er} et procède à la clôture des négociations visées au présent § en proposant un projet de protocole reprenant les différentes mesures envisagées dans le cadre de la programmation sociale intersectorielle. Le Gouvernement acte la position des différentes parties.

Le Gouvernement ne peut se prévaloir d'un accord intersectoriel dans le cadre du présent paragraphe qu'à la double condition suivante :

1. que les points qui ont pour objet l'article 2 de la loi du 19 décembre 1974 précitée aient recueillis l'approbation des comités visés à l'alinéa 1^{er}, points, 1^o à 3^o;

2. que les points qui ont une incidence directe sur l'action des pouvoirs organisateurs de l'enseignement et des Centres PMS subventionnés et/ou des pouvoirs organisateurs des institutions d'enseignement supérieur aient recueillis l'approbation du comité visé à l'alinéa 1^{er}, point 4^o.

Par « Comité ou sous-Comité », il y a lieu de comprendre, le cas échéant, les pouvoirs organisateurs des Institutions d'enseignement supérieur hors Universités.

§ 3. Pour l'application du précédent paragraphe, sont considérées comme ayant une incidence sur l'action des Pouvoirs organisateurs les matières suivantes :

- a) le subventionnement des établissements et des centres PMS, ainsi que leurs modalités;
- b) les règles d'utilisation des emplois subventionnés dévolus aux établissements;
- c) les règles de dévolution des emplois y compris dans le cas de la différenciation de l'encadrement;
- d) les interventions des pouvoirs organisateurs dans les défraiements de certains frais exposés par les membres du personnel subventionné;
- e) les modifications aux statuts des personnels (en ce compris le régime des titres et fonctions);
- f) les modifications des rôles et missions des instances où siègent des représentants des pouvoirs organisateurs;
- g) la création de nouvelles fonctions;
- h) les formations obligatoires pour l'accès à certaines fonctions;
- i) les possibilités de fractionnement des charges ou de certains congés, à l'exception du dispositif relatif aux disponibilités précédant la pension de retraite.

§ 4. Lorsque dans le cadre de l'application du § 2, alinéa 2, les négociations sur une programmation sociale sectorielle portent sur des matières définies au § 3, le Gouvernement applique mutatis mutandis la procédure visée au § 2. »

§ 5. Lorsque les négociations sur une programmation portent sur des matières qui concernent exclusivement un réseau, est (sont) seul(s) concerté(s) le (les) organe(s) de représentation et de coordination des pouvoirs organisateurs de l'enseignement et des centres PMS du réseau concerné et le(s) Comité(s) concerné(s) parmi ceux visés à l'article 2, § 2, 1^o à 3^o.

Art. 35. Il est inséré un nouveau Chapitre *Iibis* dans le même décret libellé comme suit :

« Chapitre *Iibis*. — De la convocation de réunions conjointes des comités de négociation et de concertation.

Article *24bis*. — Pour les négociations et concertations des projets de décrets, d'arrêtés du Gouvernement ou autres mesures exécutant des protocoles d'accords conclus en vertu de l'article 2, § 2 ou § 4, le Gouvernement peut convoquer en réunion conjointe les comités, sous-comités, sections ou sous-sections dont il assume la présidence en vertu de la loi du 19 décembre 1974 précitée, du chapitre II du présent décret et du décret du 20 juillet 2006 précité.

Si une des délégations (ou sous-délégation) des comités, sous-comités, sections ou sous-sections demande, en dehors du cadre des programmations intersectorielles ou sectorielles visées au Chapitre I^{er}, la mise à l'ordre du jour d'un comité, sous-comité, section ou sous-section, d'un thème relevant de la compétence de plusieurs d'entre eux, le Gouvernement réunit chacun de ces derniers pour l'examen de ce thème. »

Art. 36. Dans le décret du 20 juillet 2006 relatif à la concertation des organes de représentation et de coordination des Pouvoirs organisateurs de l'enseignement et des Centres PMS subventionnés, sont apportées les modifications suivantes :

- 1) dans l'intitulé du décret, les termes « concertation des » sont remplacés par les termes « négociation avec les »
- 2) dans les intitulés des chapitre II et chapitre III, le terme « concertation » est remplacé par le terme « négociation »
- 3) dans les articles 1^{er}, 3, 4, 5, 7, 11, 12, 13 et 16, du même décret, le terme « concertation » est remplacé par le terme « négociation ».

TITRE XI. — Dispositions finales

Art. 37. Le présent décret entre en vigueur le 1^{er} janvier 2011, à l'exception des articles 16 et 32 qui produisent leurs effets le 1^{er} janvier 2010 et des articles 34 à 36 qui produisent leurs effets le jour de l'adoption par le Parlement.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 15 décembre 2010.

Le Ministre-Président du Gouvernement de la Communauté française,
R. DEMOTTE

Le Vice-Président et Ministre de l'Enfance, de la Recherche et de la Fonction publique,
J.-M. NOLLET

Le Vice-Président et Ministre du Budget, des Finances et des Sports,
A. ANTOINE

Le Vice-Président et Ministre de l'Enseignement supérieur,
J.-Cl. MARCOURT

La Ministre de la Jeunesse,
Mme E. HUYTEBROECK

La Ministre de la Culture, de l'Audiovisuel, de la Santé et de l'Egalité des chances,
Mme F. LAANAN

La Ministre de l'Enseignement obligatoire et de Promotion sociale,
Mme M.-D. SIMONET

Note

Session 2010-2011

Documents du Parlement. — Projet de décret, n° 142-1. — Avis des commissions, n° 142-2 à n° 142-5. — Amendements de commission, n° 142-6. — Rapport, n° 142-7

Comptes rendus intégraux. — Discussion. Séance du 14 décembre 2010. — Reprise de la discussion et adoption. Séance du 15 décembre 2010.

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2011 — 323

[C — 2011/29004]

15 DECEMBER 2010. — **Programmadecreet houdende diverse maatregelen betreffende de sport in de Franse Gemeenschap, de begrotingsfondsen vermeld in de algemene uitgavenbegroting van de Franse Gemeenschap, de Raad voor de overdracht van de herinnering, het Leerplichtonderwijs en het Onderwijs voor Sociale promotie, de schoolgebouwen, de financiering van de universitaire instellingen en van de hogescholen, het wetenschaps- en universitair beleid, de overdracht van het hoger architectuuronderwijs naar de universiteit en de hulpverlening aan de universitaire instellingen en de onderhandeling in de Franse Gemeenschap**

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

TITEL I. — Bepalingen betreffende de sport in de Franse Gemeenschap**HOOFDSTUK I. — Bepalingen tot wijziging van het decreet van 8 december 2006 houdende organisatie en subsidiëring van de sport in de Franse Gemeenschap**

Artikel 1. Artikel 33 van het decreet van 8 december 2006 houdende organisatie en subsidiëring van de sport in de Franse Gemeenschap wordt als volgt vervangen :

« Art. 33. § 1. Een voorschot op de jaarlijkse forfaitaire werkingssubsidie bedoeld in artikel 30 wordt gestort aan de begunstigden.

Dat voorschot bedraagt 80 % van het bedrag dat voor hetzelfde doel het jaar voordien aan dezelfde begunstigde uitbetaald werd en wordt als volgt verdeeld :

1) Een maximaal bedrag van 50 % kan voortijdig gestort worden in de loop van het laatste trimester van het jaar dat aan het gesubsidieerde dienstjaar voorafgaat;

2) Het saldo van dat voorschot wordt gestort in de loop van het eerste trimester van het gesubsidieerde dienstjaar.

Het saldo van de subsidie wordt uitbetaald op het einde van het eerste semester van het gesubsidieerde dienstjaar voor zover de begunstigde de boekhoudkundige aanwending van de toegekende voorschotten heeft verantwoord.

§ 2. Een voorschot op de bijkomende subsidie bedoeld in artikel 31 wordt gestort aan de begunstigde. Dat voorschot bedraagt 80 % van het bedrag dat het jaar voordien uitbetaald is voor hetzelfde doel aan dezelfde begunstigden en wordt als volgt verdeeld :

1) Een maximaal bedrag van 50 % kan voortijdig gestort worden in de loop van het laatste trimester van het jaar dat aan het gesubsidieerde dienstjaar voorafgaat;

2) Het saldo van dat voorschot wordt gestort in de loop van het eerste trimester van het gesubsidieerde dienstjaar.

Het saldo van de subsidie wordt uitbetaald op het einde van het eerste semester van het gesubsidieerde dienstjaar voor zover de begunstigde de boekhoudkundige aanwending van de toegekende voorschotten heeft verantwoord.

§ 3. Een deel of het geheel van een niet-verantwoorde subsidie zal onverwijld teruggevorderd worden en ten laatste op het moment van de uitbetaling van het daaropvolgend voorschot of de daaropvolgende subsidie aan de begunstigde op basis van dit decreet of van elke andere verordeningstekst. »

HOOFDSTUK II. — *Bepaling tot wijziging van het decreet van 30 juni 2006 betreffende de sociale integratie van jongeren door de sport, waarbij een sportcheque wordt ingevoerd*

Art. 2. Het decreet van 30 juni 2006 betreffende de sociale integratie van jongeren door de sport, waarbij een sportcheque wordt ingevoerd, wordt opgeheven.

HOOFDSTUK III. — *Bepalingen tot wijziging van het decreet van 3 juli 2003 tot invoering van de psychomotorische activiteiten in het gewoon kleuteronderwijs*

Art. 3. Het 1e lid van artikel 16 van het decreet van 3 juli 2003 tot invoering van de psychomotorische activiteiten in het gewoon kleuteronderwijs, wordt als volgt aangevuld :

« en voor de aankoop van sportmateriaal. Onder sportmateriaal wordt verstaan het materiaal dat rechtstreeks bestemd is voor het beoefenen van een sporttak, ten bedrage van minimaal honderdvijfentwintig euro per aanvraag. Zijn uitgesloten van de toepassingsfeer van dit decreet :

1° de uitrustingen en toebehoren die, wegens hun aard, verbruikbaar zijn of slechts voor een korte duur kunnen worden gebruikt;

2° de persoonlijke uitrustingen of aldus beschouwd, van de sportbeoefenaars;

3° het veiligheidsmateriaal;

4° de kosten voor het vervoeren, monteren en vasthechten van het materiaal;

5° het materiaal voor de evaluatie en de opvolging van de training. »

Art. 4. Artikel 18 van hetzelfde decreet wordt als volgt gewijzigd :

1° in punt 1° worden de woorden « 75 % van de werkelijke prijs van het materiaal waarvan het maximumbedrag door de Regering is vastgesteld » als volgt vervangen « 90 % van de werkelijke prijs van het materiaal waarvan het maximumbedrag 2.500 euro is »;

2° in punt 2° worden de woorden « 60 % van de werkelijke prijs van het materiaal waarvan het maximumbedrag door de Regering vastgesteld is » als volgt vervangen « 75 % van de werkelijke prijs van het materiaal waarvan het maximumbedrag 2.500 euros »;

Art. 5. Een 3e lid wordt toegevoegd in artikel 19 van hetzelfde decreet, luidend als volgt :

« Elke inrichting in het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap bedoeld in artikel 17 kan per jaar slechts een aanvraag om subsidie indienen voor de aankoop van sportmateriaal. Die termijn loopt ten einde vanaf de ontvangst van het gesubsidieerde materiaal. »

HOOFDSTUK IV. — *Bepalingen tot wijziging van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 19 januari 2001 tot vaststelling van de voorwaarden voor de toekenning van subsidies voor de aankoop van sportmateriaal*

Art. 6. In artikel 6 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 19 januari 2001 tot vaststelling van de voorwaarden voor de toekenning van subsidies voor de aankoop van sportmateriaal, zoals gewijzigd, wordt « 50 % » vervangen door « 75 % ».

TITEL II. — Bepalingen betreffende de begrotingsfondsen vermeld in de algemene uitgavenbegroting van de Franse Gemeenschap

Art. 7. De punten 10, 14, 18, 24, 25, 32, 39, 40, 41, 46 tot 52, 55 en 56 van de tabel in bijlage bij het decreet van 27 oktober 1997 houdende aanwijzing van de begrotingsfondsen vermeld in de algemene uitgavenbegroting van de Franse Gemeenschap worden geschrapt na budgettaire regularisatie op basis van hun toestand op 1 januari 2011.

Art. 8. Punt 13 van de tabel gevoegd bij datzelfde decreet wordt gewijzigd volgens de tabel opgenomen in bijlage 1 bij dit decreet.

Bijlage 1

Benaming van het Fonds

13 wordt gewijzigd : Exploitatiefonds van het Cultureel centrum « Marcel Hicter » in la Marlagne en van het Sociocultureel Opleidingscentrum Rossignol.

Aard van de ontvangsten met een speciale bestemming

Ontvangsten die voortvloeien uit de verhuring van lokalen, uit de huisvesting van stagiairs die aan opleidingen, colloquia en/of seminaries deelnemen.

Doel van de toegelaten uitgaven

Werkings- en investeringskosten van beide centra.

Art. 9. Een punt 62 wordt toegevoegd in de tabel gevoegd bij het decreet van 27 oktober 1997 houdende aanwijzing van de begrotingsfondsen vermeld in de algemene uitgavenbegroting van de Franse Gemeenschap, volgens de tabel opgenomen in bijlage 2 van dit decreet.

Bijlage 2

Benaming van het Fonds

62 : Fonds bestemd voor de activiteiten van Contactpunt Cultuur Europa.

Aard van de Ontvangsten met een speciale bestemming

Subsidies komende van de Europese Unie.

Doel van de toegelaten uitgaven

Uitgaven met betrekking tot de activiteiten van Contactpunt Cultuur Europa.

TITEL III. — Bepalingen betreffende de Raad voor de overdracht van de herinnering

HOOFDSTUK I. — Bepaling tot wijziging van het decreet van 13 maart 2009 betreffende de overdracht van de herinnering aan misdaden van genocide, misdaden tegen de menselijkheid, oorlogsmisdaden en verzetsdaden of bewegingen die verzet boden tegen de regimes die deze misdaden hebben veroorzaakt

Art. 10. Artikel 5, § 8, van het decreet van 13 maart 2009 betreffende de overdracht van de herinnering aan misdaden van genocide, misdaden tegen de menselijkheid, oorlogsmisdaden en verzetsdaden of bewegingen die verzet boden tegen de regimes die deze misdaden hebben veroorzaakt, wordt door de volgende paragraaf vervangen :

« § 8. De Regering stelt, binnen de perken van de beschikbare kredieten, een maximumbedrag vast voor de reiskosten en de presentiegelden die worden toegekend aan de leden van de Raad en aan de personen bedoeld in § 7. »

TITEL IV. — Bepalingen betreffende het leerplichtonderwijs en het onderwijs voor sociale promotie**HOOFDSTUK I. — Bepalingen betreffende de internaten**

Art. 11. In artikel 32, § 2, van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving, wordt een lid toegevoegd, luidend als volgt :

« Vanaf het schooljaar 2010-2011, wordt het bedrag van de werkingssubsidies van de internaten vastgesteld in functie van het bedrag toegekend voor het voorafgaande schooljaar en geïndexeerd volgens de verhouding van het algemene indexcijfer van de consumptieprijzen tussen 1 januari van het betrokken dienstjaar en 1 januari van het voorafgaande dienstjaar. »

Art. 12. In artikel 6, § 1, van het koninklijk besluit nr. 456 van 10 september 1986 houdende rationalisatie en programmatie van de internaten van het door de Staat georganiseerde of gesubsidieerde onderwijs, zoals gewijzigd, wordt het jaar « 2011 » vervangen door het jaar « 2012 ».

HOOFDSTUK II. Bepalingen betreffende de psycho-medisch-sociale centra

Art. 13. Artikel 52 van het koninklijk besluit van 13 augustus 1962 tot regeling van de psycho-medisch-sociale centra wordt aangevuld met het volgende lid :

« Vanaf het schooljaar 2010-2011, wordt het bedrag van de werkingssubsidies vastgesteld in functie van het bedrag toegekend voor het voorafgaande schooljaar en geïndexeerd volgens de verhouding van het algemene indexcijfer van de consumptieprijzen tussen 1 januari van het betrokken dienstjaar en 1 januari van het voorafgaande dienstjaar. »

Art. 14. Vanaf het schooljaar 2010-2011 worden de werkingsdotaties van de psycho-medisch-sociale centra georganiseerd door de Franse Gemeenschap schooljaar per schooljaar vermeerderd op dezelfde basis als de vermeerdering van de subsidies bedoeld in artikel 52 van het koninklijk besluit van 13 augustus 1962 tot regeling van de psycho-medisch-sociale centra.

HOOFDSTUK III. — Bepalingen betreffende het technisch en beroepsonderwijs

Art. 15. Artikel 4, § 1, 2e lid, 1° van het decreet van 26 april 2007 waarbij gezorgd wordt voor de pedagogische uitrusting van het kwalificatieonderwijs wordt vervangen door de volgende bepaling :

« 1°) 9.618.000 euro voor 2011. »

HOOFDSTUK IV. — Bepaling tot wijziging van het decreet van 17 juli 2003 betreffende een bijdrage in de kosten voor het gebruik van openbare gemeenschappelijke vervoermiddelen en/of van de fiets door de personeelsleden

Art. 16. In artikel 12 van het decreet van 17 juli 2003 betreffende een bijdrage in de kosten voor het gebruik van openbare gemeenschappelijke vervoermiddelen en/of van de fiets door de personeelsleden wordt paragraaf 3 aangevuld met de volgende zin :

« Bij overschrijding van het percentage bedoeld bij paragraaf 4 worden de financiële lasten die voortvloeien uit de terugbetaling aan de inrichtingshoofden en aan de inrichtende machten bedoeld in § 1, in functie van de beschikbare middelen aangerekend op het gemutualiseerd totaal van het saldo bedoeld in § 1, 1e lid en op het geheel van de werkingssubsidies of -dotaties bepaald overeenkomstig § 2. »

HOOFDSTUK V. — Bepalingen betreffende de gedifferentieerde omkadering**Afdeling 1. — Bepaling tot wijziging van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving**

Art. 17. § 1. In artikel 3, § 3, zevende lid, van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving, zoals gewijzigd, worden de punten 8°, 9°, 10° en 11° vervangen als volgt :

« 8° in 2010 met :

a) 0,4557 % voor de scholen buiten de basisscholen, met uitzondering van de vestigingen van de klassen van 1 tot 3a overeenkomstig artikel 4, vijfde lid, van het decreet van 30 april 2009 houdende organisatie van een gedifferentieerde omkadering binnen de schoolinrichtingen van de Franse Gemeenschap om alle leerlingen gelijke kansen op sociale emancipatie te bieden in een kwaliteitsvolle pedagogische omgeving, die een verhoging van 1,4557 % zullen krijgen;

b) 7,8157 % voor de basisscholen, met uitzondering van de vestigingen met positieve discriminatie die een verhoging van 8,9457 % zullen krijgen.

9° in 2011 met 0 % voor alle scholen en vestigingen betrokken bij dit artikel.

10° in 2012 met :

a) 2,0130 % voor de scholen buiten de basisscholen, met uitzondering van de vestigingen van :

- de klassen van 1 tot 3a overeenkomstig artikel 4, vijfde lid, van het bovenvermelde decreet van 30 april 2009 die een verhoging van 1,9993 % zullen krijgen;
- de klasse 13 overeenkomstig artikel 4, vijfde lid, van het bovenvermelde decreet van 30 april 2009 die een verhoging van 1,5010 % zullen krijgen;
- de klasse 14 overeenkomstig artikel 4, vijfde lid, van het bovenvermelde decreet van 30 april 2009 die een verhoging van 1,2816 % zullen krijgen;
- de klasse 15 overeenkomstig artikel 4, vijfde lid, van het bovenvermelde decreet van 30 april 2009 die een verhoging van 1,0621 % zullen krijgen;

- de klasse 16 overeenkomstig artikel 4, vijfde lid, van het bovenvermelde decreet van 30 april 2009 die een verhoging van 0,8427 % zullen krijgen;
- de klasse 17 overeenkomstig artikel 4, vijfde lid, van het bovenvermelde decreet van 30 april 2009 die een verhoging van 0,6233 % zullen krijgen;
- de klasse 18 overeenkomstig artikel 4, vijfde lid, van het bovenvermelde decreet van 30 april 2009 die een verhoging van 0,4039 % zullen krijgen;
- de klasse 19 overeenkomstig artikel 4, vijfde lid, van het bovenvermelde decreet van 30 april 2009 die een verhoging van 0,1844 % zullen krijgen;
- de klasse 20 overeenkomstig artikel 4, vijfde lid, van het bovenvermelde decreet van 30 april 2009 die een vermindering van 0,035 % zullen ondergaan;

b) 1,8756 % voor de basisscholen, met uitzondering van de vestigingen van :

- de klassen van 1 tot 3a overeenkomstig artikel 4, vijfde lid, van het bovenvermelde decreet van 30 april 2009 die een verhoging van 1,8561 % zullen krijgen;
- de klasse 13 overeenkomstig artikel 4, vijfde lid, van het bovenvermelde decreet van 30 april 2009 die een verhoging van 1,3636 % zullen krijgen;
- de klasse 14 overeenkomstig artikel 4, vijfde lid, van het bovenvermelde decreet van 30 april 2009 die een verhoging van 1,1442 % zullen krijgen;
- de klasse 15 overeenkomstig artikel 4, vijfde lid, van het bovenvermelde decreet van 30 april 2009 die een verhoging van 0,9247 % zullen krijgen;
- de klasse 16 overeenkomstig artikel 4, vijfde lid, van het bovenvermelde decreet van 30 april 2009 die een verhoging van 0,7053 % zullen krijgen;
- de klasse 17 overeenkomstig artikel 4, vijfde lid, van het bovenvermelde decreet van 30 april 2009 die een verhoging van 0,4859 % zullen krijgen;
- de klasse 18 overeenkomstig artikel 4, vijfde lid, van het bovenvermelde decreet van 30 april 2009 die een verhoging van 0,2665 % zullen krijgen;
- de klasse 19 overeenkomstig artikel 4, vijfde lid, van het bovenvermelde decreet van 30 april 2009 die een verhoging van 0,0470 % zullen krijgen;
- de klasse 20 overeenkomstig artikel 4, vijfde lid, van het bovenvermelde decreet van 30 april 2009 die een vermindering van 0,1724 % zullen ondergaan;

11° in 2013 met :

a) 1,9733 % voor de scholen buiten de basisscholen, met uitzondering van de vestigingen van :

- de klassen van 1 tot 3a overeenkomstig artikel 4, vijfde lid, van het bovenvermelde decreet van 30 april 2009 die een verhoging van 1,9480 % zullen krijgen;
- de klasse 13 overeenkomstig artikel 4, vijfde lid, van het bovenvermelde decreet van 30 april 2009 die een verhoging van 1,9833 % zullen krijgen;
- de klasse 14 overeenkomstig artikel 4, vijfde lid, van het bovenvermelde decreet van 30 april 2009 die een verhoging van 1,9876 % zullen krijgen;
- de klasse 15 overeenkomstig artikel 4, vijfde lid, van het bovenvermelde decreet van 30 april 2009 die een verhoging van 1,9919 % zullen krijgen;
- de klasse 16 overeenkomstig artikel 4, vijfde lid, van het bovenvermelde decreet van 30 april 2009 die een verhoging van 1,9962 % zullen krijgen;
- de klasse 17 overeenkomstig artikel 4, vijfde lid, van het bovenvermelde decreet van 30 april 2009 die een verhoging van 2,0006 % zullen krijgen;
- de klasse 18 overeenkomstig artikel 4, vijfde lid, van het bovenvermelde decreet van 30 april 2009 die een verhoging van 2,0049 % zullen krijgen;
- de klasse 19 overeenkomstig artikel 4, vijfde lid, van het bovenvermelde decreet van 30 april 2009 die een verhoging van 2,0093 % zullen krijgen;
- de klasse 20 overeenkomstig artikel 4, vijfde lid, van het bovenvermelde decreet van 30 april 2009 die een verhoging van 2,0137 % zullen krijgen;

b) 1,8410 % voor de basisscholen, met uitzondering van de vestigingsplaatsen van :

- de klassen van 1 tot 3a overeenkomstig artikel 4, vijfde lid, van het bovenvermelde decreet van 30 april 2009 die een verhoging van 1,8223 % zullen krijgen;
- de klasse 13 overeenkomstig artikel 4, vijfde lid, van het bovenvermelde decreet van 30 april 2009 die een verhoging van 1,8503 % zullen krijgen;
- de klasse 14 overeenkomstig artikel 4, vijfde lid, van het bovenvermelde decreet van 30 april 2009 die een verhoging van 1,8543 % zullen krijgen;
- de klasse 15 overeenkomstig artikel 4, vijfde lid, van het bovenvermelde decreet van 30 april 2009 die een verhoging van 1,8583 % zullen krijgen;
- de klasse 16 overeenkomstig artikel 4, vijfde lid, van het bovenvermelde decreet van 30 april 2009 die een verhoging van 1,8624 % zullen krijgen;
- de klasse 17 overeenkomstig artikel 4, vijfde lid, van het bovenvermelde decreet van 30 april 2009 die een verhoging van 1,8665 % zullen krijgen;
- de klasse 18 overeenkomstig artikel 4, vijfde lid, van het bovenvermelde decreet van 30 april 2009 die een verhoging van 1,8705 % zullen krijgen;
- de klasse 19 overeenkomstig artikel 4, vijfde lid, van het bovenvermelde decreet van 30 april 2009 die een verhoging van 1,8746 % zullen krijgen;
- de klasse 20 overeenkomstig artikel 4, vijfde lid, van het bovenvermelde decreet van 30 april 2009 die een verhoging van 1,8788 % zullen krijgen ».

§ 2. Artikel 3, § 3, achtste lid, zoals ingevoegd door het decreet van 30 april 2009 houdende organisatie van een gedifferentieerde omkadering binnen de schoolinrichtingen van de Franse Gemeenschap om alle leerlingen gelijke kansen op sociale emancipatie te bieden in een kwaliteitsvolle pedagogische omgeving, wordt geschrapt.

Afdeling 2. — Bepaling tot wijziging van het decreet van 29 juli 1992 houdende organisatie van het secundair onderwijs met volledig leerplan

Art. 18. In het decreet van 29 juli 1992 houdende organisatie van het secundair onderwijs met volledig leerplan, wordt een artikel *15bis* ingevoegd, luidend als volgt :

« Art *15bis*. Vanaf het schooljaar 2011-2012 wordt het totaal aantal lestijden-leerkracht berekend met toepassing van de artikelen 7 tot 15 dat gebruikt kan worden door de schoolvestigingen behorend tot de klassen 13 tot 20 overeenkomstig artikel 4, vijfde lid, van het decreet van 30 april 2009 houdende organisatie van een gedifferentieerde omkadering binnen de schoolinrichtingen van de Franse Gemeenschap om alle leerlingen gelijke kansen op sociale emancipatie te bieden in een kwaliteitsvolle pedagogische omgeving, voorzien van een verminderingscoëfficiënt.

De verminderingscoëfficiënt is :

- 99,8267 % voor klasse 13;
- 99,6533 % voor klasse 14;
- 99,4800 % voor klasse 15;
- 99,3067 % voor klasse 16;
- 99,1333 % voor klasse 17;
- 98,9600 % voor klasse 18;
- 98,7867 % voor klasse 19;
- 98,6133 % voor klasse 20. »

Afdeling 3 - Bepaling tot wijziging van het decreet van 13 juli 1998 betreffende de organisatie van het gewoon kleuteronderwijs en lager onderwijs en de wijziging van de onderwijswetgeving

Art. 19. In het decreet van 13 juli 1998 betreffende de organisatie van het gewoon kleuteronderwijs en lager onderwijs en de wijziging van de onderwijswetgeving, wordt een artikel *29bis* ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. *29bis*. Vanaf het schooljaar 2011-2012, wordt het totaal aantal lestijden berekend met toepassing van de tabel van artikel 29, § 1 dat gebruikt kan worden door de vestigingen met afzonderlijke telling behorend tot de klassen 13 tot 20 overeenkomstig artikel 4, vijfde lid, van het decreet van 30 april 2009 houdende organisatie van een gedifferentieerde omkadering binnen de schoolinrichtingen van de Franse Gemeenschap om alle leerlingen gelijke kansen op sociale emancipatie te bieden in een kwaliteitsvolle pedagogische omgeving, voorzien van een verminderingscoëfficiënt.

De verminderingscoëfficiënt is van :

- 99,8267 % voor klasse 13;
- 99,6533 % voor klasse 14;
- 99,4800 % voor klasse 15;
- 99,3067 % voor klasse 16;
- 99,1333 % voor klasse 17;
- 98,9600 % voor klasse 18;
- 98,7867 % voor klasse 19;
- 98,6133 % voor klasse 20. »

Afdeling 4. — Bepalingen tot wijziging van het decreet van 30 april 2009 houdende organisatie van een gedifferentieerde omkadering binnen de schoolinrichtingen van de Franse Gemeenschap om alle leerlingen gelijke kansen op sociale emancipatie te bieden in een kwaliteitsvolle pedagogische omgeving

Art. 20. § 1^{er}. In artikel 6, § 2, van het decreet van 30 april 2009 houdende organisatie van een gedifferentieerde omkadering binnen de schoolinrichtingen van de Franse Gemeenschap om alle leerlingen gelijke kansen op sociale emancipatie te bieden in een kwaliteitsvolle pedagogische omgeving, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

- 1) in het eerste lid, wordt « 18.381 » vervangen door « 17.943 »;
- 2) het derde lid, zoals ingevoegd door het decreet van 8 juli 2010 tot wijziging van het decreet van 30 april 2009 houdende organisatie van een gedifferentieerde omkadering binnen de schoolinrichtingen van de Franse Gemeenschap om alle leerlingen gelijke kansen op sociale emancipatie te bieden in een kwaliteitsvolle pedagogische omgeving, wordt geschrapt;
- 3) in het vijfde lid dat het vierde lid is geworden, worden de woorden « in het vierde lid » vervangen door de woorden « in het derde lid »;
- 4) in het zesde lid dat het vijfde lid is geworden, worden de woorden « in het vijfde lid » vervangen door de woorden « in het vierde lid »;
- 5) het zevende lid dat het zesde lid is geworden, wordt vervangen als volgt :

« De coëfficiënt van de klasse bedoeld in het vorige lid hangt van de klasse af waartoe de vestiging volledig of gedeeltelijk behoort overeenkomstig artikel 4, vierde tot achtste lid. Hij is gelijk aan :

- 1° 1,50 voor de vestigingen die behoren tot klasse 1;
- 2° 1,1043 voor de vestigingen die behoren tot klasse 2;
- 3° 1,0794 voor de vestigingen die behoren tot klasse 3a;
- 4° 0,6675 voor de vestigingen die behoren tot klasse 3b;
- 5° 0,5006 voor de vestigingen die behoren tot klasse 4;
- 6° 0,3337 voor de vestigingen die behoren tot klasse 5. »

6) het achtste lid dat het zevende lid is geworden, wordt geschrapt;

7) in het negende lid dat het zevende lid is geworden, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

De woorden « in afwijking van de vorige leden » worden vervangen door de woorden « in afwijking van het vorige lid »;

De woorden « in het zesde lid » worden vervangen door de woorden « in het vijfde lid ».

§ 2. In artikel 6, § 3, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1) het derde lid, zoals ingevoegd door het bovenvermelde decreet van 8 juli 2010, wordt geschrapt;

2) in het vijfde lid dat het vierde lid is geworden, worden de woorden « in het vierde lid » vervangen door de woorden « in het derde lid »;

3) in het zesde lid dat het vijfde lid is geworden, worden de woorden « in het vijfde lid » vervangen door de woorden « in het vierde lid »;

4) het zevende lid dat het zesde lid is geworden, wordt vervangen als volgt :

« De coëfficiënt van de klasse bedoeld in het vorige lid is gelijk aan :

1° 1,5 voor de vestigingen die behoren tot klasse 1;

2° 1,3822 voor de vestigingen die behoren tot klasse 2;

3° 1,3822 voor de vestigingen die behoren tot klasse 3a;

4° 0,8153 voor de vestigingen die behoren tot klasse 3b;

5° 0,6115 voor de vestigingen die behoren tot klasse 4;

6° 0,4077 voor de vestigingen die behoren tot klasse 5. »

Art. 21. § 1. In artikel 7, § 2, van hetzelfde decreet, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1) in artikel 1 wordt « 14.058 » vervangen door « 13.684 »;

2) het derde lid, zoals ingevoegd door het bovenvermelde decreet van 8 juli 2010, wordt geschrapt;

3) in het vijfde lid dat het vierde lid is geworden, worden de woorden « in het vierde lid » vervangen door de woorden « in het derde lid »;

4) in het zesde lid dat het vijfde lid is geworden, worden de woorden « in het vijfde lid » vervangen door de woorden « in het vierde lid »;

5) het zevende lid dat het zesde lid is geworden, wordt vervangen als volgt :

« De coëfficiënt van de klasse bedoeld in het vorige lid hangt van de klasse af waartoe de vestiging volledig of gedeeltelijk behoort overeenkomstig artikel 4, vierde tot achtste lid. Hij is gelijk aan :

1° 1,50 voor de vestigingen die behoren tot klasse 1.

2° 1,1101 voor de vestigingen die behoren tot klasse 2.

3° 0,9296 voor de vestigingen die behoren tot klasse 3a

4° 0,6849 voor de vestigingen die behoren tot klasse 3b

5° 0,5137 voor de vestigingen die behoren tot klasse 4.

6° 0,3425 voor de vestigingen die behoren tot klasse 5. »

6) het achtste lid dat het zevende lid is geworden, wordt geschrapt;

7) in het negende lid, dat het zevende lid is geworden, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

De woorden « in afwijking van de vorige leden » worden vervangen door de woorden « in afwijking van het vorige lid »;

De woorden « in het zesde lid » worden vervangen door de woorden « in het vijfde lid ».

§ 2. In artikel 7, § 3, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1) het derde lid, zoals ingevoegd door het bovenvermelde decreet van 8 juli 2010, wordt geschrapt;

2) in het vijfde lid, dat het vierde lid is geworden, worden de woorden « in het vierde lid » vervangen door de woorden « in het derde lid »;

3) in het zesde lid, dat het vijfde lid is geworden, worden de woorden « in het vijfde lid » vervangen door de woorden « in het vierde lid »;

4) het zevende lid, dat het zesde lid is geworden, wordt vervangen als volgt :

« De coëfficiënt van de klasse bedoeld in het vorige lid is gelijk aan :

1° 1,5 voor de vestigingen die behoren tot klasse 1;

2° 1,25 voor de vestigingen die behoren tot klasse 2;

3° 1,0583 voor de vestigingen die behoren tot klasse 3a;

4° 0,9736 voor de vestigingen die behoren tot klasse 3b;

5° 0,7302 voor de vestigingen die behoren tot klasse 4;

6° 0,4868 voor de vestigingen die behoren tot klasse 5. »

TITEL V. — Bepalingen betreffende de schoolgebouwen

HOOFDSTUK I.— *Bepaling tot wijziging van het decreet van 5 februari 1990 betreffende de schoolgebouwen van het niet-universitair onderwijs georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap*

Art. 22. § 1. De bepalingen vervat in de volgende §§ verwijzen naar het decreet van 5 februari 1990 betreffende de schoolgebouwen van het niet-universitair onderwijs georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap.

§ 2. Artikel 5, § 4, 1°, d) van het decreet bedoeld in de eerste paragraaf wordt aangevuld met de woorden « of in het kader van opdrachten voor aanneming van werken ».

§ 3. Artikel 6bis, § 3 van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

« Niettegenstaande de vermeerdering bedoeld in de §§ 1 en 2, wordt de dotatie bedoeld in artikel 5, § 2, 3) vermeerderd met 4.000.000 euro van 2011 tot 2037. »

Een § 4 wordt toegevoegd, luidend als volgt :

« Niettegenstaande de vermeerderingen bedoeld in de §§ 1, 2 en 3, wordt de dotatie bedoeld in artikel 5, § 2, 3) vermeerderd met 2.785.000 euro van 2012 tot 2038. »

§ 4. In artikel 7, § 4 van hetzelfde decreet, wordt het derde lid geschrapt.

In artikel 7, § 6 van hetzelfde decreet, wordt punt 3° vervangen als volgt :

« overeenkomsten sluiten, overeenkomstig een samenwerkingsakkoord met het Waals Gewest, met het Gewestelijk Centrum voor hulpverlening aan de gemeenten en andere partijen betrokken bij deze overeenkomsten om inzonderheid tot de financiering van de handelingen en werken bedoeld in artikel 7, § 4, eerste lid bij te dragen. »

§ 5. In artikel 8bis, § 2 van hetzelfde decreet, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

— in het eerste lid wordt « 2.204.000 » vervangen door « 2.656.000 »;

— het tweede lid wordt geschrapt.

Artikel 8bis, § 3 wordt vervangen als volgt :

« Niettegenstaande de vermeerderingen bedoeld in de §§ 1 en 2, wordt de dotatie bedoeld in artikel 7, § 2, 3° ook vermeerderd met 1.585.000 euro van 2012 tot 2031. »

§ 6. In artikel 9, § 2 van hetzelfde decreet, worden de punten 4°, 5° en 6° geschrapt.

In artikel 9, § 4, wordt punt 3° geschrapt.

§ 7. Artikel 12 van hetzelfde decreet wordt artikel 12, § 1.

Een § 2 en een § 3 worden toegevoegd, luidend als volgt :

« § 2. Niettegenstaande de vermeerdering bedoeld in § 1, wordt het bedrag voorzien voor het vrije net door artikel 9, § 7 vermeerderd met :

— 80.883.019 euro in 2011;

— 80.883.019 euro in 2013;

— 80.883.019 euro in 2015;

§ 3. Niettegenstaande de vermeerdering bedoeld in de §§ 1 en 2, wordt het bedrag voorzien voor het vrije net door artikel 9, § 7 vermeerderd in 2012 met 46.062.000 euro. »

§ 8. Artikel 13 van hetzelfde decreet wordt artikel 13, § 1.

Een § 2 wordt toegevoegd, luidend als volgt :

« Niettegenstaande de vermeerdering bedoeld in § 1, wordt het bedrag voorzien voor het officiële net door artikel 9, § 7 vermeerderd in 2011 met 80.000.000 euro. »

Een § 3 wordt toegevoegd, luidend als volgt :

« Niettegenstaande de vermeerdering bedoeld in § 1, wordt het bedrag voorzien voor het officiële net door artikel 9, § 7 vermeerderd in 2012 met 13.441.000 euro. »

HOOFDSTUK II. — Bepaling tot wijziging van het decreet van 16 november 2007 betreffende het prioritaire programma voor werken aan de schoolgebouwen van het gewoon en gespecialiseerd basisonderwijs, van het gewoon en gespecialiseerd secundair onderwijs en van het secundair onderwijs voor sociale promotie, van het kunstonderwijs met beperkt leerplan, van de psycho-medisch-sociale centra alsook van de internaten van het gewoon en gespecialiseerd basis- en secundair onderwijs, georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap

Art. 23. § 1. In artikel 7 van het decreet van 16 november 2007 betreffende het prioritaire programma voor werken aan de schoolgebouwen van het gewoon en gespecialiseerd basisonderwijs, van het gewoon en gespecialiseerd secundair onderwijs en van het secundair onderwijs voor sociale promotie, van het kunstonderwijs met beperkt leerplan, van de psycho-medisch-sociale centra alsook van de internaten van het gewoon en gespecialiseerd basis- en secundair onderwijs, georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, zoals gewijzigd bij het decreet van 14 november 2008 betreffende het programma voor uitzonderlijke financiering van renovatie, bouw-, verbouwings- of uitbreidingsprojecten voor schoolgebouwen via partnerschappen tussen de openbare en privésectoren en bij het decreet van 17 december 2009, worden tussen het huidige eerste en tweede lid, twee nieuwe leden ingevoegd, luidend als volgt :

« Aan de volgens het vorige lid verdeelde kredieten worden, voor het vrije net, de volgende kredieten toegevoegd :

— 918.600 € van 2011 tot 2012;

— 1.837.200 € van 2013 tot 2014;

— 2.755.800 € van 2015 tot 2037;

— 1.837.200 € van 2038 tot 2039;

— 918.600 € van 2040 tot 2041.

De in het vorige lid bedoelde bijkredieten worden verdeeld over de scholen van het vrij gesubsidieerd onderwijs met een confessioneel karakter en de scholen van het vrij gesubsidieerd onderwijs met een niet confessioneel karakter in verhouding tot de schoolbevolkingsgroepen die op vijftien januari van het lopende jaar ingeschreven zijn in de in artikel 1 vermelde inrichtingen, met uitzondering van de bevolkingsgroep van het kunstsecundair onderwijs met beperkt leerplan en het secundair onderwijs voor sociale promotie. »

§ 2. Artikel 7bis van hetzelfde decreet, ingevoegd bij het decreet van 14 november 2008 betreffende het programma voor uitzonderlijke financiering van renovatie, bouw-, verbouwings- of uitbreidingsprojecten voor schoolgebouwen via partnerschappen tussen de openbare en privésectoren, wordt afgeschaft.

TITEL VI. — Bepalingen betreffende de financiering van de universitaire instellingen en de hogescholen**HOOFDSTUK I. — Bepaling tot wijziging van de wet van 27 juli 1971 op de financiering en de controle van de universitaire instellingen**

Art. 24. In artikel 29 van de wet van 27 juli 1971 op de financiering en de controle van de universitaire instellingen, zoals vervangen door het decreet van 31 maart 2004 en gewijzigd bij de decreten van 21 december 2004, 16 december 2005, 20 juli 2006, 15 december 2006, 11 januari 2008, 28 november 2008, 19 februari 2009 en 17 december 2009, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1, eerste lid, worden de woorden « 106.630.867 € » vervangen door de woorden « 107.153.489 euro »;

2° in § 2, worden de woorden « 321.749.991 € » vervangen door de woorden « 323.326.158 euro »;

3° in § 3, worden de woorden « 5.291.267 € » vervangen door de woorden « 5.412.035 »;

4° in § 3bis, eerste lid, worden de woorden « 213.345 euro » vervangen door de woorden « 218.214 euro ».

Art. 25. In artikel 32bis van dezelfde wet, zoals ingevoegd bij de wet van 5 januari 1976, gewijzigd bij het decreet van 14 juli 1997, opgeheven bij het decreet van 1 oktober 1998, weder ingevoerd bij het decreet van 31 maart 2004 en gewijzigd bij de decreten van 16 december 2005, 20 juli 2006, 15 december 2006, 25 mei 2007, 11 januari 2008 en 19 februari 2009, worden de woorden « 8.379.827 € » vervangen door de woorden « 8.420.898 euro ».

Art. 26. In artikel 35ter, eerste lid, van dezelfde wet, zoals ingevoegd door het decreet van 30 april 2009, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in punt 2°, worden de woorden « 2.988.351 euro » vervangen door de woorden « 3.018.235 euro »;

2° in punt 3°, worden de woorden « 2.453.020 euro » vervangen door de woorden « 2.477.551 euro ».

Art. 27. In artikel 35quater, eerste lid, van dezelfde wet, zoals ingevoegd door het decreet van 30 april 2009, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in punt 2°, worden de woorden « 2.328.456 euro » vervangen door de woorden « 2.351.741 euro »;

2° in punt 3°, worden de woorden « 2.998.975 euro » vervangen door de woorden « 3.028.965 euro ».

Art. 28. In artikel 35quinquies, eerste lid, 2°, van dezelfde wet, zoals ingevoegd bij het decreet van 30 april 2009, worden de woorden « 2.243.066 euro » vervangen door de woorden « 2.265.497 euro ».

Art. 29. In artikel 35sexies, eerste lid, van dezelfde wet, zoals ingevoegd bij het decreet van 30 april 2009, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in punt 2°, worden de woorden « 2.573.482 euro » vervangen door de woorden « 2.599.217 euro »;

2° in punt 3°, worden de woorden « 2.378.446 euro » vervangen door de woorden « 2.402.231 euro ».

HOOFDSTUK II. — Bepaling tot wijziging van het decreet van 9 september 1996 betreffende de financiering van de door de Franse Gemeenschap ingerichte of gesubsidieerde Hogescholen

Art. 30. In artikel 10, eerste lid, van het decreet van 9 september 1996 betreffende de financiering van de door de Franse Gemeenschap ingerichte of gesubsidieerde Hogescholen, zoals gewijzigd, worden de woorden « 280.353.000 euro » vervangen door de woorden « 282.493.063 euro ».

TITEL VII. — Bepalingen betreffende het wetenschappelijke en universitaire beleid**HOOFDSTUK I. — Bepaling tot wijziging van het decreet van 9 januari 2003 betreffende de adviesorganen op het vlak van het wetenschappelijk en universitair beleid en het overleg tussen de verschillende adviesorganen uit het hoger onderwijs**

Art. 31. In artikel 21 van het decreet van 9 januari 2003 betreffende de adviesorganen op het vlak van het wetenschappelijk en universitair beleid en het overleg tussen de verschillende adviesorganen uit het hoger onderwijs, wordt het eerste lid aangevuld als volgt :

« Deze worden in twee schijven uitbetaald. De eerste schijf, dit is 90 %, wordt uiterlijk vóór het eerste trimester van het jaar uitbetaald. Het saldo wordt onverwijld uitbetaald na overzending van de rekeningen van het vorige jaar aan de minister van Hoger Onderwijs en goedkeuring van deze door de Regering ».

TITEL VIII. — Bepalingen betreffende de overdracht van het hoger architectuuronderwijs naar de universiteit**HOOFDSTUK I. — Bepaling tot wijziging van het decreet van 30 april 2009 houdende organisatie van de overdracht van het hoger architectuuronderwijs naar de universiteit**

Art. 32. In het decreet van 30 april 2009 houdende organisatie van de overdracht van het hoger architectuuronderwijs naar de universiteit, wordt een artikel 80bis ingevoegd, luidend als volgt :

« Op aanvraag van een universiteit bedoeld bij dit decreet, kan de Franse Gemeenschap de uitbetaling van de wedden of weddesubsidies van de personeelsleden van de hogere architectuurinstituten die krachtens dit decreet naar de universiteiten werden overgeheveld, waarvan de uitbetaling rechtstreeks door de Franse Gemeenschap tot de datum van 30 juni 2010 werd verricht, blijven verrichten totdat de federale wetgeving inzake pensioenen aangepast wordt om het de universiteiten mogelijk te maken om die uitbetaling rechtstreeks ten laste te nemen, zonder dat dit negatieve gevolgen zou hebben op de pensioenen van de betrokken personeelsleden naar aanleiding van de overgang van een statutair arbeidsverband naar een contractueel arbeidsverband. »

TITEL IX. — Bepalingen betreffende de steun aan de universitaire instellingen

Art. 33. § 1. Er wordt een bedrag van 3.200.000 euro bestemd voor een uitzonderlijke steun aan de universitaire instellingen die de eerste cyclus in geneeskunde en tandheelkunde organiseren. Dat bedrag wordt verdeeld over de universitaire instellingen op grond van de stijging van het aantal studenten die in het eerste studiejaar ingeschreven zijn tussen het academiejaar 2009-2010 en het academiejaar 2010-2011.

§ 2. Er wordt een bedrag van 300.000 euro bestemd voor de faculteit diergeneeskunde van de « Université de Liège » om de tweede studiecycclus diergeneeskunde in overeenstemming te brengen met de internationale erkenningnormen.

**TITEL X. — Bepalingen tot wijziging van het decreet van 19 mei 2004
betreffende de onderhandeling in de Franse Gemeenschap**

Art. 34. Artikel 2 van het decreet van 19 mei 2004 betreffende de onderhandeling in de Franse Gemeenschap wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 2. § 1. Om de twee jaar, met het oog op onderhandelingen over een sectorale sociale programmatie, roept de Regering het Comité van Sector XVII bijeen, bedoeld in bijlage I van het koninklijk besluit van 28 september 1984 tot uitvoering van de wet van 19 december 1974 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel.

Op het einde van de debatten gevoerd in het kader van deze paragraaf, en uiterlijk drie maanden na de eerste vergadering, sluit de Regering de in deze paragraaf bedoelde onderhandelingen af.

§ 2. Om de twee jaar, met het oog op onderhandelingen over een intersectorale sociale programmatie, roept de Regering de volgende comités bijeen :

1° het Comité voor de plaatselijke en provinciale overheidsdiensten - Afdeling II (Onderafdeling Franse Gemeenschap) bedoeld in artikel 17, § 2ter, van het koninklijk besluit van 28 september 1984 tot uitvoering van de wet van 19 december 1974 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel;

2° het Comité van Sector IX, bedoeld in bijlage I van het koninklijk besluit van 28 september 1984 tot uitvoering van de wet van 19 december 1974 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel;

3° het onderhandelings- en overlegcomité voor de statuten van het personeel van het vrij gesubsidieerd onderwijs bedoeld in hoofdstuk II van dit decreet;

4° het onderhandelingscomité bedoeld in artikel 3 van het decreet van 20 juli 2006 betreffende het overleg van de vertegenwoordigings- en coördinatieorganen van de Inrichtende Machten van het onderwijs en van de gesubsidieerde PMS-centra en de inrichtende machten van de Instellingen voor hoger onderwijs buiten de Universiteiten.

Geen vraag in verband met een sectorale sociale programmatie staat op de agenda van één van de comités bedoeld in het eerste lid gedurende een termijn van vier maanden vanaf de datum waarop de onderhandeling betreffende een intersectorale programmatie voor de eerste keer op de agenda van een gezamenlijke vergadering van de comités bedoeld in het eerste lid werd gezet.

Indien, voor een periode van in principe twee jaar, geen akkoord wordt gesloten over een intersectorale programmatie overeenkomstig het eerste lid, terwijl vervolgens sectorale programmaties worden gesloten binnen één of meer comité(s) bedoeld in het eerste lid, worden onderhandelingen gezamenlijk gevoerd over een andere intersectorale programmatie voor die periode.

In het kader van deze paragraaf, organiseert de Regering een eerste voltallige vergadering, om, op de voordracht van de Comités bedoeld in artikel 2, § 2, 1° tot 3°, thema's vast te stellen die zullen worden besproken in het kader van de intersectorale sociale programmatie.

Voor de bespreking van die thema's roept de Regering daarna de comités bijeen die respectievelijk in het eerste lid, punten 1° tot 3°, en in het eerste lid, punt 4°, bedoeld zijn. In voorkomend geval, met de toestemming van alle partijen, kan de Regering, over bepaalde thema's, deze laatste gezamenlijk bijeenroepen.

Op het einde van de debatten die in het kader van het vorige lid worden gevoerd, en uiterlijk drie maanden na de vergadering bedoeld in het vierde lid, roept de Regering gezamenlijk het geheel van de in het eerste lid bedoelde comités bijeen en sluit ze de in deze paragraaf bedoelde onderhandelingen af, waarbij een ontwerp van protocol wordt voorgesteld met vermelding van de verschillende maatregelen die worden gepland in het kader van de intersectorale sociale programmatie. De Regering neemt akte van de stelling van de verschillende partijen.

De Regering kan zich op een intersectoraal akkoord in het kader van deze paragraaf alleen onder de twee volgende voorwaarden beroepen :

1. de punten slaande op artikel 2 van de voormelde wet van 19 december 1974 moeten de instemming van de comités bedoeld in het eerste lid, punten 1° tot 3° krijgen;

2° de punten die een rechtstreekse weerslag hebben op de actie van de inrichtende machten van het onderwijs en de gesubsidieerde PMS-centra en/of de inrichtende machten van de instellingen voor hoger onderwijs moeten de toestemming van het comité bedoeld in het eerste lid, punt 4° krijgen.

Onder « Comité of Subcomité », dienen, in voorkomend geval, de inrichtende machten van de instellingen voor hoger onderwijs buiten de universiteiten te worden verstaan.

§ 3. Voor de toepassing van deze paragraaf, worden de volgende aangelegenheden beschouwd als een weerslag hebbend op de actie van de inrichtende machten :

- a) de subsidiëring van de inrichtingen en de PMS-centra, alsook de nadere regels ervoor;
- b) de regels voor het gebruik van de gesubsidieerde betrekkingen die aan de inrichtingen worden toegekend;
- c) de regels voor de toekenning van de betrekkingen, ook in het geval van de gedifferentieerde omkadering;
- d) de tegemoetkoming van de inrichtende machten in de betaling van bepaalde kosten gedaan door de gesubsidieerde personeelsleden;
- e) de wijzigingen aan de statuten van het personeel (met inbegrip van de regeling inzake de bekwaamheidsbewijzen en ambten);
- f) de wijzigingen aan de rollen en opdrachten van de instanties waarin vertegenwoordigers van de inrichtende machten zitting houden;
- g) de invoering van nieuwe ambten;
- h) de opleidingen die noodzakelijk zijn om tot sommige ambten toegang te krijgen;
- i) de mogelijke splitsing van opdrachten of sommige verlopen, met uitzondering van de regeling betreffende de terbeschikkingstelling voorafgaand aan de inruststelling.

§ 4. Wanneer, in het kader van de toepassing van § 2, tweede lid, de onderhandelingen over een sectorale sociale programmatie betrekking hebben op aangelegenheden bepaald in § 3, past de Regering de procedure bedoeld in § 2 op overeenkomstige wijze toe. »

§ 5. Wanneer de onderhandelingen over een programmatie betrekking hebben op aangelegenheden die uitsluitend één net betreffen, dan wordt alleen overleg gepleegd met het (de) vertegenwoordigings- en coördinatieorgaan(en) van de inrichtende machten van het onderwijs en de PMS-centra van het betrokken net en het(de) betrokken Comité(s) onder deze die bedoeld zijn in artikel 2, § 2, 1° tot 3°.

Art. 35. In hetzelfde decreet wordt een nieuw hoofdstuk *Iibis* ingevoegd luidend als volgt :

« Hoofdstuk *Iibis*. — Bijeenroeping van gezamenlijke vergaderingen van de onderhandelings- en overlegcomités.

Artikel *24bis*. Voor de onderhandelingen en het overleg over ontwerpen van decreet, besluit van de Regering of andere maatregelen ter uitvoering van akkoordprotocollen gesloten krachtens artikel 2, § 2, of § 4, kan de Regering gezamenlijke vergaderingen organiseren van de comités, subcomités, afdelingen of onderafdelingen waarvan ze het voorzitterschap waarneemt krachtens de voormelde wet van 19 december 1974, hoofdstuk II van dit decreet en het voormelde decreet van 20 juli 2006.

Indien één van de delegaties (of subdelegaties) van de comités, subcomités, afdelingen of onderafdelingen, buiten het kader van de intersectorale of sectorale programmaties bedoeld in hoofdstuk I, vraagt dat een comité, subcomité, afdeling of onderafdeling een thema dat tot zijn/haar bevoegdheid behoort, op de agenda zet, roept de Regering elk van die bijeen voor het onderzoek van dat thema. »

Art. 36. In het decreet van 20 juli 2006 betreffende het overleg van de vertegenwoordigings- en coördinatieorganen van de Inrichtende Machten van het onderwijs en van de gesubsidieerde PMS-centra, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1) in het opschrift van het decreet, worden de woorden « het overleg van » vervangen door de woorden « de onderhandeling met »

2) in de opschriften van hoofdstuk II en hoofdstuk III wordt het woord « overleg » vervangen door het woord « onderhandeling ».

3) in de artikelen 1, 3, 4, 5, 7, 11, 12, 13 en 16 van hetzelfde decreet, wordt het woord « overleg » vervangen door het woord « onderhandeling ».

TITEL XI. — Slotbepalingen

Art. 37. Dit decreet treedt in werking op 1 januari 2011, met uitzondering van de artikelen 16 en 32, die uitwerking hebben met ingang van 1 januari 2010, en de artikelen 34 tot 36, die uitwerking hebben met ingang van de dag waarop dit decreet in het Parlement wordt aangenomen.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 15 december 2010.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Vice-President en Minister van Kind, Onderzoek en Ambtenarenzaken,
J.-M. NOLLET

De Vice-President en Minister van Begroting, Financiën en Sport,
A. ANTOINE

De Vice-President en Minister van Hoger Onderwijs,
J.-C. MARCOURT

De Minister van Jeugd,
Mevr. E. HUYTEBROECK

De Minister van Cultuur, Audiovisuele Sector, Gezondheid en Gelijke Kansen,
Mevr. F. LAANAN

De Minister van Leerplichtonderwijs en van Onderwijs voor Sociale Promotie,
Mevr. M.-D. SIMONET

—
Nota

Zitting 2010-2011

Stukken van het Parlement. — Ontwerp van decreet, nr. 142-1. — Adviezen van de commissies, nr. 142-2 tot nr. 142-5. — Commissieamendementen, nr. 142-6. — Verslag, nr. 142 - 7.

Integrale Verslagen. — Bespreking. Vergadering van 14 december 2010. — Hervatting van de bespreking en aanneming. Vergadering van 15 december 2010.